



MAIRIE de RESSONS-LE-LONG



La Vache Noire – Montois – Chêneux – La Montagne – Mainville – Gorgny – Pontarcher

NOTE DE PRÉSENTATION BRÈVE ET SYNTHÉTIQUE DU COMPTE ADMINISTRATIF 2021

Sommaire :

I. Le cadre général du budget

II. La section de fonctionnement

III. La section d'investissement

IV. Les données synthétiques du budget – Récapitulation

annexe : extrait du CGCT

I. Le cadre général du budget

L'article L 2313-1 du code général des collectivités territoriales prévoit qu'une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles soit jointe au budget primitif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux.

La présente note répond à cette obligation ; elle est disponible sur le site internet de la commune.

Le compte administratif retrace l'ensemble des dépenses et des recettes effectuées et engagées au cours de l'année 2020. Il respecte les principes budgétaires : annualité, universalité, unité, équilibre et antériorité. Le compte administratif constitue le dernier acte obligatoire du cycle budgétaire annuel de la collectivité. Il doit être voté par l'assemblée délibérante avant le 15 avril de l'année suivante laquelle il se rapporte et transmis au représentant de l'État dans les 15 jours qui suivent son approbation. Par cet acte, le maire, ordonnateur, arrête les opérations de recettes et de dépenses engagées, pour la période qui s'étend du 1er janvier au 31 décembre de l'année civile.

Le compte administratif 2021 a été voté le 14 mars 2022 par le conseil municipal. Il peut être consulté sur simple demande au secrétariat de la mairie aux heures d'ouvertures des bureaux.

II. La section de fonctionnement

a) Généralités

Le budget de fonctionnement permet à notre collectivité d'assurer le quotidien.

La section de fonctionnement regroupe l'ensemble des dépenses et des recettes nécessaires au fonctionnement courant et récurrent des services communaux. C'est un peu comme le budget d'une famille : le salaire des parents d'un côté et toutes les dépenses quotidiennes de l'autre (alimentation, loisirs, santé, impôts, remboursement des crédits...).

Pour notre commune :

Les recettes de fonctionnement correspondent aux sommes encaissées au titre des prestations fournies à la population (cantine, centres de loisirs, locations de salles, ...), aux impôts locaux, aux dotations versées par l'État, à diverses subventions.

Les recettes de fonctionnement 2021 représentent 585.218,21 euros (666.406,66 euros en 2020).

Les dépenses de fonctionnement sont constituées par les salaires du personnel municipal, l'entretien et la consommation des bâtiments communaux, les achats de matières premières et de fournitures, les prestations de services effectuées, les subventions versées aux associations et les intérêts des emprunts à payer.

Les charges de personnel représentent 40,7 % des dépenses de fonctionnement de la commune (43,7 % en 2020).

Les dépenses de fonctionnement 2021 représentent 531.380,05 euros (518.021,95 euros en 2020).

Finalement, l'écart entre le volume total des recettes de fonctionnement et celui des dépenses de fonctionnement constitue l'autofinancement, c'est-à-dire la capacité de la commune à financer elle-même ses projets d'investissement sans recourir nécessairement à un emprunt nouveau.

Les recettes de fonctionnement des communes ont beaucoup baissé du fait d'aides de l'État en constante diminution (Montants de DF : de 92 052 € en 2013 elle est passée à 80 876 € en 2015, 72 881 € en 2016, 62 285 € en 2017, 62 144 € en 2018, 61 696 en 2019, 60 291 € en 2020 et 59 896 € en 2021).

Il existe trois principaux types de recettes pour une commune :

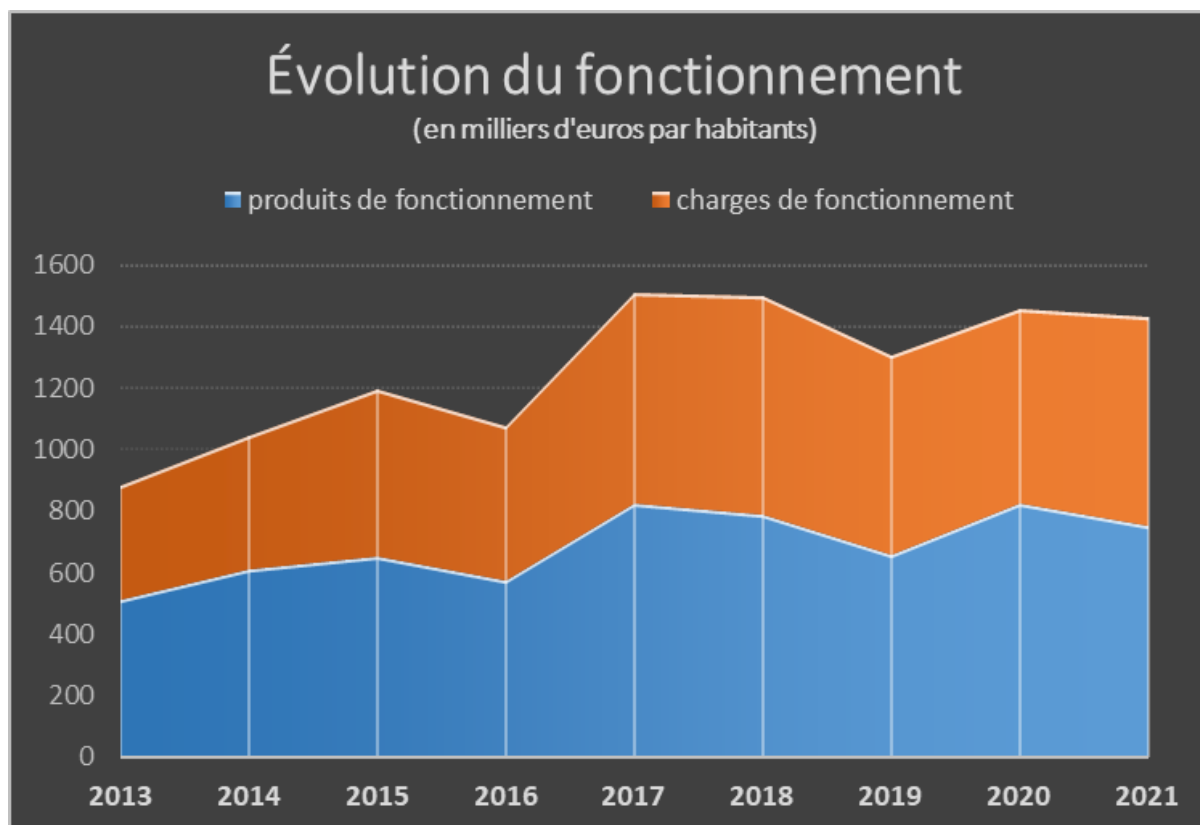
Les impôts locaux (214.902 € en 2020 et 209.929 € en 2021)

Les dotations versées par l'État

Les recettes encaissées au titre des prestations fournies à la population ou à des collectivités (43.227 € en 2020 et 51.090 € en 2021)

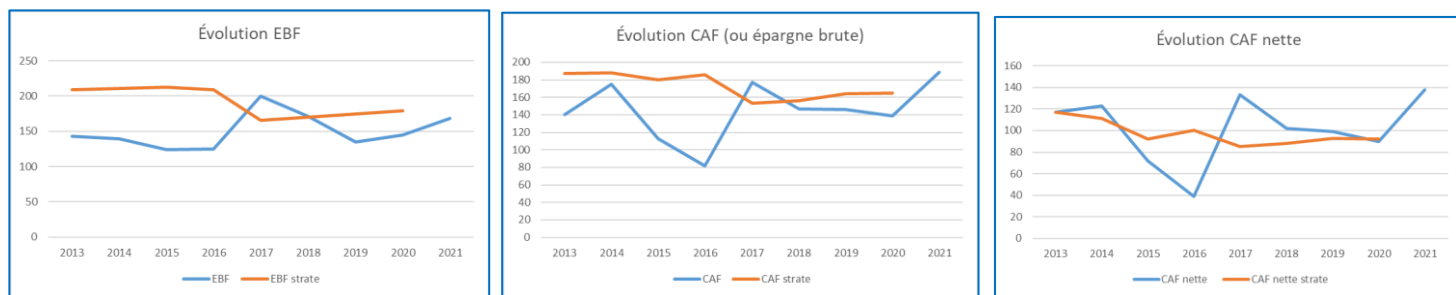
b) Les principales dépenses et recettes de la section :

Dépenses	Montant	Recettes	Montant
Charges générales	98.092 €	Recettes des services	51.090 €
Dépenses de personnel	216.500 €	Impôts et taxes	316.225 €
Autres dépenses de gestion courante	98.402 €	Dotations et participations	154.549 €
Dépenses financières (intérêts des emprunts)	12.131 €	Autres recettes de gestion courante	19.470 €
Dépenses exceptionnelles	1.862 €	Recettes exceptionnelles	30.407 €
Autres dépenses	23.349 €	Recettes financières	3 €
Provision pour charges	0 €	Autres recettes	6.438 €
Total dépenses réelles	450.336 €	Total recettes réelles	578.182 €
Charges (écritures d'ordre entre sections)	81.044 €	Produits (écritures d'ordre entre sections)	7.036 €
Total général	531.380 €	Total général	585.218 €



c) Les soldes intermédiaires de gestion

Les soldes intermédiaires de gestion servent à décomposer le résultat de la commune, en différenciant ce qui relève des produits et charges courantes de fonctionnement et ce qui relève des autres opérations (notamment financières). Ils sont donnés en montants par habitant, afin de permettre une comparaison avec les moyennes



L'**Excédent Brut de Fonctionnement (EBF)** est la différence entre produits courants et charges courantes, dont on retire le résultat financier (essentiellement les charges financières, c'est à dire les intérêts des emprunts). Il permet de vérifier la capacité de la commune à générer un excédent de fonctionnement, avant prise en compte de l'incidence de sa dette.

La **Capacité d'Autofinancement (CAF)** ou épargne brute : elle correspond à l'excédent brut de fonctionnement moins diverses opérations dont notamment le paiement des charges financières. C'est le solde qui est le plus proche du résultat comptable (excédent ou déficit de fonctionnement).

La CAF correspond à la marge dont la commune dispose pour financer ses investissements. Elle sera donc utilisée pour :

1. Rembourser le capital des emprunts. C'est notamment grâce à elle qu'est remplie l'obligation légale de payer ses dettes avec ses propres ressources (il est interdit à une commune de s'endetter pour rembourser un emprunt !)
2. Régler les équipements de l'année : c'est la **CAF nette**. La CAF nette est donc égale à la CAF moins le remboursement du capital des emprunts.

S'il reste un reliquat, il ira alimenter le fonds de roulement

d) La fiscalité

Les taux des impôts locaux pour 2021 :

La fiscalité professionnelle, dont la CFE, a été transférée totalement à la CC Retz-en-Valois, EPCI à fiscalité professionnelle unique, qui la reverse via une attribution de compensation figée (69 191 € en 2017, 77 388 € depuis 2018 à compétence égale).

		2016	2017	2018	2019	2020	2021	Taux moyen strate
COMMUNE	TH	10,55%	11,82%	11,82%	11,82%	11,82%		12,34%
	TH02	4,05%						
	TFB***	10,33%	11,57%	11,57%	11,57%	11,80%	44,39%	15,41%
	TFNB	25,92%	29,03%	29,03%	29,03%	29,61%	30,20%	43,70%
	TAFNB	27,52%						
CFE	11,63%							
CCRV	TH	5,54%	3,76%	3,76%	7,81%	7,81%	7,81%	
	TH02		4,05%	4,05%				
	TFB	2,99%	1,24%	1,24%	1,24%	1,24%	1,24%	
	TFNB*	8,99%	5,34%	5,34%	5,34%	5,34%	5,34%	
	TAFNB		27,52%	27,52%	27,52%	27,52%	27,52%	
CFE**	4,65%	16,97%	18,67%	19,24%	19,75%	19,93%		
bloc communal	TH	20,14%	19,63%	19,63%	19,63%	19,63%	7,81 %	
	TFB	13,32%	12,81%	12,81%	12,81%	13,04%	45,63 %	
	TFNB	34,91%	34,59%	34,59%	34,59%	34,95%	35,54 %	
	CFE	16,28%	16,97%	18,67%	19,24%	19,75%	19,93 %	

* Le taux CCRV de TFNB pour 2017 était initialement de 5.56%

** la CFE fait l'objet d'un lissage du taux intercommunal de 21,10 % jusque 2023 (19,93 % en 2021)

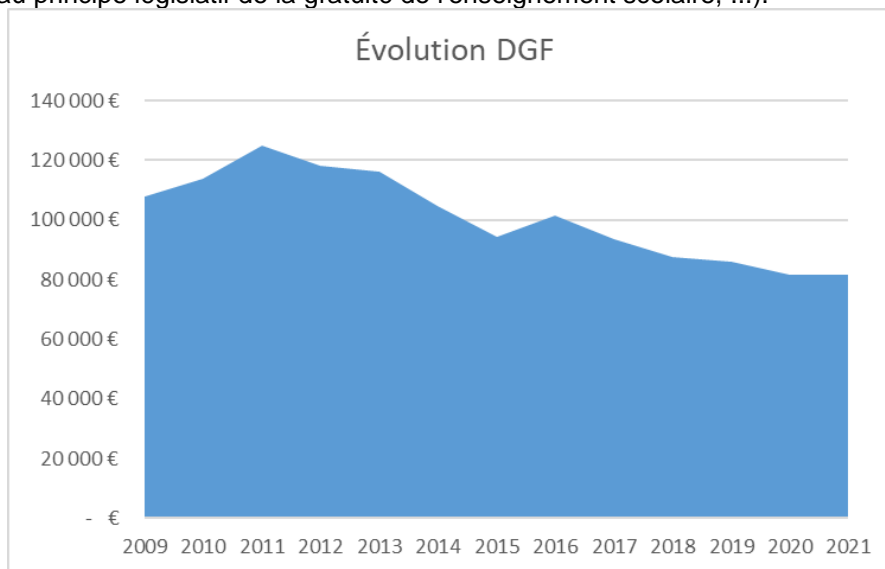
*** dont taux départemental 2020 de 31,72 %

e) Les dotations de l'État.

Les dotations de l'État s'élèvent à 81.410 € soit une baisse de 321 € par rapport à 2020.

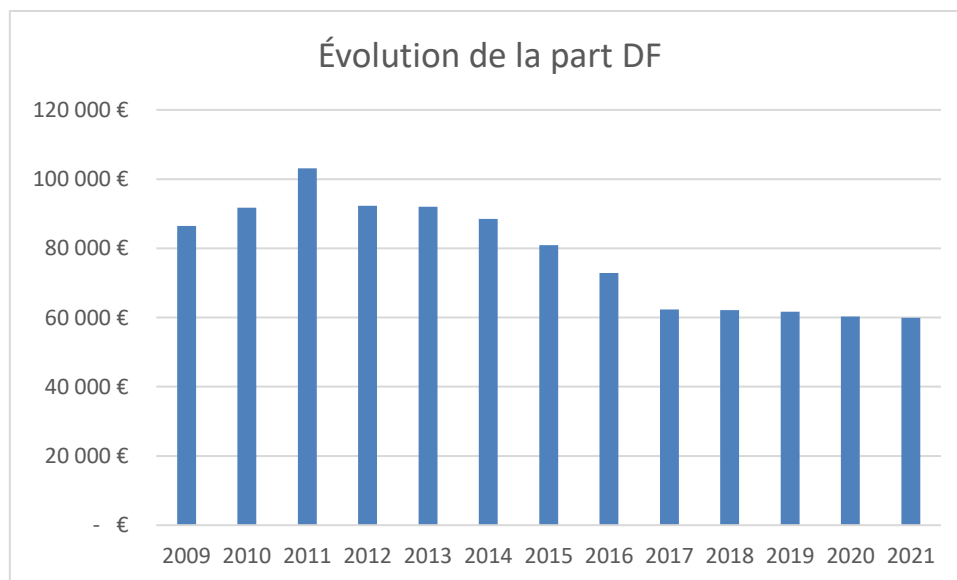
La principale dotation est la Dotation Globale de Fonctionnement.

Cette DGF (Dotation Globale de Fonctionnement) est versée aux communes pour compenser le transfert de compétences assumées jusqu'alors par l'État ou ses services déconcentrés (par exemple : la construction et l'entretien des écoles maternelles et primaires, l'attribution de crédits aux écoles pour l'achat de livres et de fournitures pour les élèves conformément au principe législatif de la gratuité de l'enseignement scolaire, ...).



La DGF est constituée de :

La dotation forfaitaire, essentiellement basée sur les critères de la population et de la superficie pour 59.896 € (60.291 € en 2020).



La dotation de l' élu local 3.027 €,

Cette dotation, prévue à l'article L2335-1 du code général des collectivités territoriales, est plus particulièrement destinée à compenser les dépenses obligatoires entraînées par les dispositions législatives relatives aux autorisations d'absence, aux frais de formation des élus locaux et à la revalorisation des indemnités des maires et des adjoints.

La dotation de solidarité rurale 15.394 €

La dotation de solidarité rurale est attribuée pour tenir compte, d'une part, des charges supportées par les communes rurales pour contribuer au maintien de la vie sociale en milieu rural, d'autre part, de l'insuffisance de leurs ressources fiscales.

La dotation nationale de péréquation 3.093 €

Elle a pour objectif de corriger les insuffisances de potentiel financier (part principale) et de faiblesse de la base d'imposition sur les entreprises (ex-taxe professionnelle, majoration de la part principale), c'est-à-dire de faire de la péréquation sur la richesse fiscale.

III. La section d'investissement

a) Généralités

Le budget d'investissement prépare l'avenir. Contrairement à la section de fonctionnement qui implique des notions de récurrence et de quotidienneté, la section d'investissement est liée aux projets de la commune à moyen ou long terme. Elle concerne des actions, dépenses ou recettes, à caractère exceptionnel. Pour un foyer, l'investissement a trait à tout ce qui contribue à accroître le patrimoine familial : achat d'un bien immobilier et travaux sur ce bien, acquisition d'un véhicule, ...

Le budget d'investissement de la commune regroupe :

- en dépenses : toutes les dépenses faisant varier durablement la valeur ou la consistance du patrimoine de la collectivité. Il s'agit notamment des acquisitions de mobilier, de matériel, d'informatique, de véhicules, de biens immobiliers, d'études et de travaux soit sur des structures déjà existantes, soit sur des structures en cours de création.
- en recettes : deux types de recettes coexistent : les recettes dites patrimoniales telles que les recettes perçues en lien avec les permis de construire (taxe d'aménagement) et les subventions d'investissement perçues en lien avec les projets d'investissement retenus (par exemple : des subventions relatives à la construction d'un nouveau centre de loisirs, à la réfection du réseau d'éclairage public...).

b) Une vue d'ensemble de la section d'investissement

Dépenses	Montant	Recettes	Montant
Remboursement d'emprunts (capital)	39.627 €	FCTVA	31.259 €
Cautions	590 €		
Subvention (correction écriture compta.)	3.500 €		
Travaux de bâtiments		Excédent de fonctionnement capitalisé	50.129 €
<i>Mairie</i>	2.702 €		
<i>Eglise</i>	0 €		
Travaux de voirie		Taxe aménagement	24.097 €
<i>APV</i>	0 €		
Ecoquartier	30.470 €	Op. pour compte de tiers <i>Ecoquartier</i>	0 €
Autres dépenses		Subventions	93.448 €
<i>Acquisitions de matériel</i>	10.386 €		
<i>Travaux divers</i>	21.759 €		
<i>Service unifié logiciels</i>	16.850 €		
<i>Multisports</i>	64.416 €		
<i>Ecole numérique</i>	8.081 €		
<i>Aménagement La Vache Noire</i>	121.003 €		
<i>Aménagement Gorgny</i>	46.010 €		
<i>Aménagements paysagers</i>	1.696 €		
OPAH	7.961 €	Emprunt et cautions	595 €
Total dépenses réelles	375.051 €	Total recettes réelles	199.528 €
Charges (écritures d'ordre entre sections)	7.036 €	Amortissement	81.044 €
Opérations patrimoniales	2.319 €	Opérations patrimoniales	2.319 €
Total général	384.406 €	Total général	282.891 €

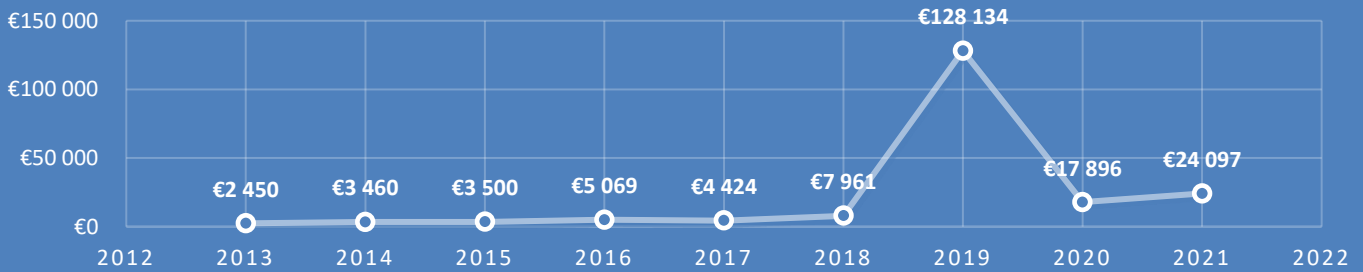
c) Les principaux investissements de l'année 2021 ont été les suivants :

- Aménagement de La Vache Noire
- Terrain Multisports
- Service unifié logiciels métier
- Acquisition matériels numériques pour les écoles
- Acquisition terrain à Gorgny

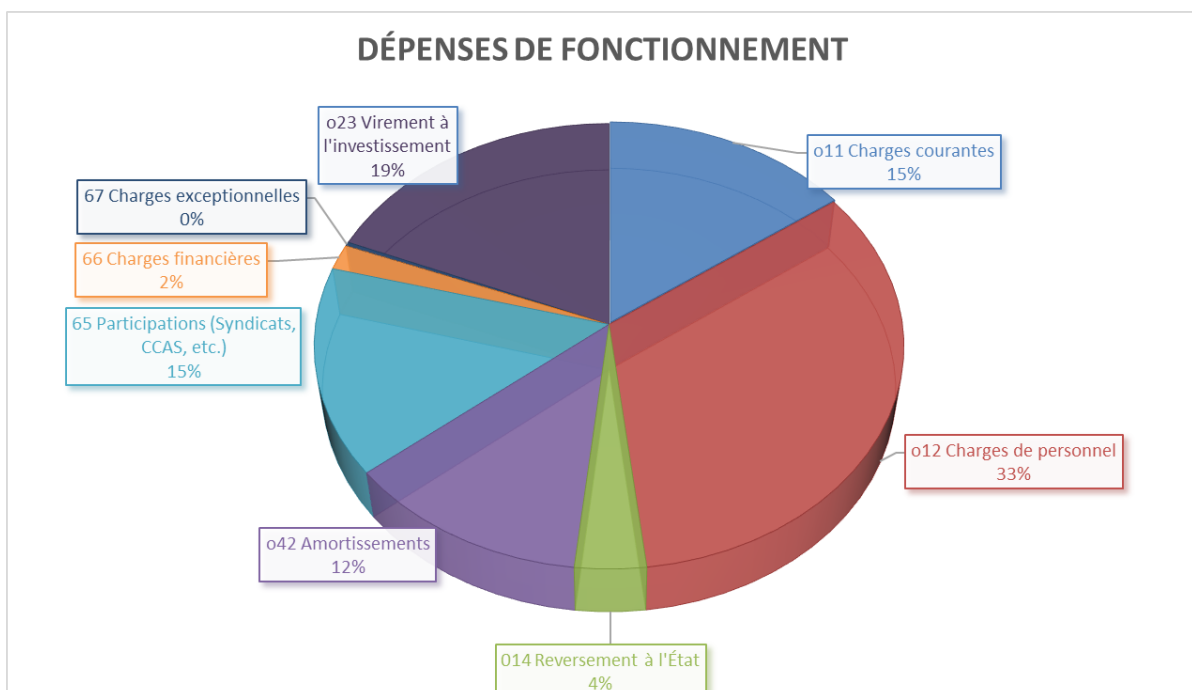
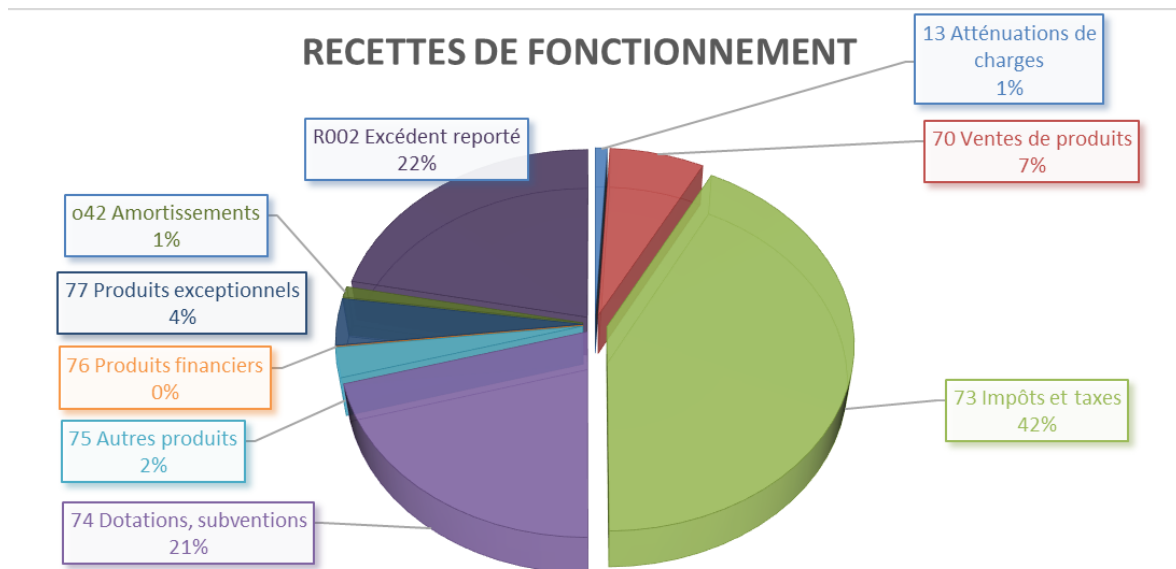
d) Les subventions d'investissements :

- de l'État : DETR,
- de la Région : AAP
- du département : API et APV

ÉVOLUTION DES RECETTES DE TAXE D'AMÉNAGEMENT



IV. Les données synthétiques du budget – Récapitulation



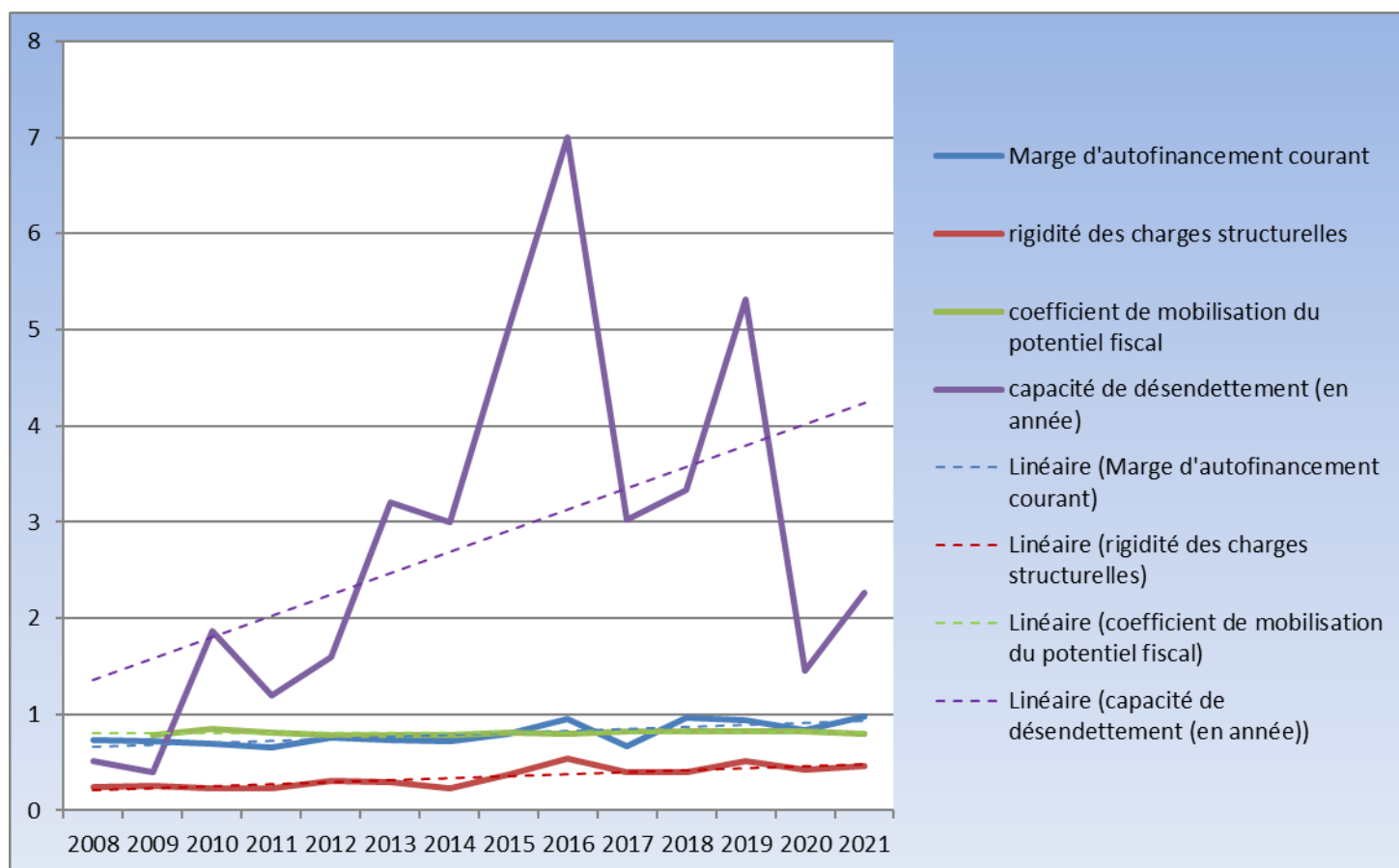
a)

Section de fonctionnement			
Dépenses réelles	445.774,71 €	Recettes réelles	576.832,59 €
Dépenses totales	526.818,39 €	Recettes totales	583.868,81 €
Rattachement de charges	4.561,66 €	Rattachement de produits	1.349,40 €
Section d'investissement			
Dépenses réelles	375.051,48 €	Recettes réelles	199.528,94 €
Dépenses totales	384.406,70 €	Recettes totales	282.891,62 €
Restes à réaliser	638.329,31 €	Restes à réaliser	707.800,09 €

b) Principaux ratios

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Dépenses réelles de fonctionnement / population	553 €	551 €	713 €	611 €	555 €	571 €
Produit des impositions directes/population	297 €	365 €*	256 €	264 €	275 €	286 €
Recettes réelles de fonctionnement / population	626 €	888 €	827 €	696 €	832 €	739 €

* Hors attribution de compensation de la CCRV



1 – La marge d'autofinancement courant (MAC)

Le seuil d'alerte se déclenche si ce ratio est supérieur à 1 pendant 2 exercices successifs.

2 – La rigidité des charges structurelles

Le seuil d'alerte se déclenche si ce ratio est supérieur à 2 pour les communes de moins de 2000 habitants.

3 – Le coefficient de mobilisation du potentiel fiscal

Il traduit la pression fiscale que la commune exerce sur la population communale par rapport à la moyenne nationale, et par conséquent les marges de manœuvre fiscales de la commune.

4 – La capacité de désendettement

Il s'exprime en nombre d'années : moins de 8 ans : zone verte ; entre 8 et 11 ans : zone médiane ; entre 11 et 15 ans : zone orange ; plus de 15 ans : zone rouge.

c) État de la dette

Budget principal

	montant	date acquisition	durée	taux	CRD au 31/12/2020	CRD au 31/12/2021	échéance	annuité	organisme
emprunt logements	200 000 €	10/11/2010	15	3,37%	76 450 €	62 156 €	05/04/2025	16 870 €	CRCA
emprunt travaux	395 000 €	05/12/2013	15	3,89%	232 398 €	207 064 €	05/04/2028	34 374 €	CRCA
	595 000 €				308 848 €	269 220 €		51 244 €	

Nota : Pour les collectivités locales et leurs établissements (communes, départements, régions, EPCI, syndicats mixtes, établissements de coopération interdépartementale), les articles L 2121-26, L 3121-17, L 4132-16, L.5211-46, L 5421-5, L 5621-9 et L 5721-6 du code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoient le droit pour toute personne physique ou morale de demander communication des procès-verbaux, budgets, comptes et arrêtés.

Fait à Ressons-le-Long, le 14 mars 2022

Le Maire,



Nicolas RÉBÉROT

Annexe

Code général des collectivités territoriales – extrait de l'article L2313-1

Les budgets de la commune restent déposés à la mairie et, le cas échéant, à la mairie annexe où ils sont mis sur place à la disposition du public dans les quinze jours qui suivent leur adoption ou éventuellement leur notification après règlement par le représentant de l'Etat dans le département.

Le public est avisé de la mise à disposition de ces documents par tout moyen de publicité au choix du maire.

Dans les communes de 3 500 habitants et plus, les documents budgétaires, sans préjudice des dispositions de l'article L2343-2, sont assortis en annexe :

1° De données synthétiques sur la situation financière de la commune ;

2° De la liste des concours attribués par la commune sous forme de prestations en nature ou de subventions. Ce document est joint au seul compte administratif ;

3° De la présentation agrégée des résultats afférents au dernier exercice connu du budget principal et des budgets annexes de la commune. Ce document est joint au seul compte administratif ;

4° De la liste des organismes pour lesquels la commune :

a) détient une part du capital ;

b) a garanti un emprunt ;

c) a versé une subvention supérieure à 75 000 euros ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme.

La liste indique le nom, la raison sociale et la nature juridique de l'organisme ainsi que la nature et le montant de l'engagement financier de la commune ;

5° Supprimé ;

6° D'un tableau retraçant l'encours des emprunts garantis par la commune ainsi que l'échéancier de leur amortissement ;

7° De la liste des délégataires de service public ;

8° Du tableau des acquisitions et cessions immobilières mentionné au c de l'article L 300-5 du code de l'urbanisme ;

9° D'une annexe retraçant l'ensemble des engagements financiers de la collectivité territoriale ou de l'établissement public résultant des contrats de partenariat prévus à l'article L1414-1 ;

10° D'une annexe retraçant la dette liée à la part investissements des contrats de partenariat.

Lorsqu'une décision modificative ou le budget supplémentaire a pour effet de modifier le contenu de l'une des annexes, celle-ci doit être à nouveau produite pour le vote de la décision modificative ou du budget supplémentaire.

Dans ces mêmes communes de 3 500 habitants et plus, les documents visés au 1° font l'objet d'une insertion dans une publication locale diffusée dans la commune.

Les communes et leurs groupements de 10 000 habitants et plus ayant institué la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et qui assurent au moins la collecte des déchets ménagers retracent dans un état spécial annexé aux documents budgétaires, d'une part, le produit perçu de la taxe précitée et les dotations et participations reçues pour le financement du service, liées notamment aux ventes d'énergie ou de matériaux, aux soutiens notamment aux éco-organismes ou aux aides publiques, et d'autre part, les dépenses, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

Les établissements publics de coopération intercommunale et les communes signataires de contrats de ville présentent annuellement un état, annexé à leur budget, retraçant les recettes et les dépenses correspondant aux engagements pris dans le cadre de ces contrats. Y figurent l'ensemble des actions conduites et des moyens apportés par les différentes parties au contrat, notamment les départements et les régions, en distinguant les moyens qui relèvent de la politique de la ville de ceux qui relèvent du droit commun.

Pour l'ensemble des communes, les documents budgétaires sont assortis d'états portant sur la situation patrimoniale et financière de la collectivité ainsi que sur ses différents engagements.

Une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au budget primitif et au compte administratif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux.

La présentation prévue au précédent alinéa ainsi que le rapport adressé au conseil municipal à l'occasion du débat sur les orientations budgétaires de l'exercice prévu à l'article L2312-1, la note explicative de synthèse annexée au budget primitif et celle annexée au compte administratif, conformément à l'article L2121-12, sont mis en ligne sur le site internet de la commune, lorsqu'il existe, après l'adoption par le conseil municipal des délibérations auxquelles ils se rapportent et dans des conditions prévues par décret en Conseil d'Etat.

Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'application du présent article.